

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le Front Unique
des syndicats de l'enseignement public

N°192
10 janvier 2012

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

La direction de la FSU doit s'adresser à celle de la CGT, de FO : ne vous rendez pas au sommet social !

Intervention du courant Front Unique au BDFN de la FSU

Il n'y a pas eu de trêve des confiseurs pendant les congés de fin d'année. Au contraire, simultanément, Sarkozy a engagé une attaque en règle contre le droit de grève à Roissy, et annoncé lors de ses « vœux » une démultiplication de l'offensive contre ce qui reste d'acquis pour les travailleurs. La violence de ces annonces est suffisante pour affirmer qu'il n'y aura pas non plus de trêve « électorale » : c'est en portant coup sur coup aux travailleurs que Sarkozy préparera sa campagne.

Au centre de cette offensive, il y a la volonté de détruire la Sécurité Sociale, de liquider le droit à la santé. C'est cela, la pleine signification du projet de « TVA sociale ». En effet, la première conséquence de cette mesure serait d'amputer immédiatement les salaires des travailleurs de plusieurs dizaines de milliards d'euros au profit du patronat. Et les travailleurs paieraient une seconde fois par le biais de l'augmentation de la TVA. Ce n'est pas rien !

Mais au-delà, il y a la remise en cause directe de la Sécurité Sociale dans ses principes mêmes : ce que les médias appellent « charges », les cotisations « salariales » ou « patronales », c'est une partie du salaire, un salaire différé qui garantit aux travailleurs le droit à être indemnisés en cas de maladie. La fiscalisation de la Sécu revient à liquider ce droit : elle ouvre grand la porte à l'intégration pure et simple du budget de la Sécurité Sociale au sein du Budget de l'État, qui utiliserait l'argent à sa guise. C'est le prélude à un gigantesque hold-up sur le dos des salariés.

Là où conduirait ce type de mesure, on peut en avoir une idée : en Grèce, d'ores et déjà des malades se voient refusé l'accès aux soins s'ils ne peuvent pas payer les médicaments ; en Grande-Bretagne, le gouvernement Cameron vient de signifier aux dizaines de milliers de victimes de la société PIP que l'hôpital public n'assumerait pas leur prise en charge. En Allemagne et aux États-Unis, conséquence des contre-réformes, l'espérance de vie des travailleurs est en baisse depuis plusieurs années.

Il y a changement d'échelle. Après les travailleurs grecs, portugais, espagnols ou italiens, c'est au tour des travailleurs de ce pays d'être invités à payer pour la crise des capitalistes. Avec leur chair, avec leur sang. Tous les travailleurs, ceux du public comme du privé, sont concernés.

Dans le cadre de son offensive, Sarkozy réserve un sort particulier aux enseignants. Il l'a annoncé : il veut en finir avec les statuts de 1950, il veut liquider ce qui reste de l'enseignement professionnel et démultiplier l'apprentissage précoce. Il programme la casse du cadre national de l'enseignement public – et ça commence dès maintenant, avec un transfert de pouvoirs aux recteurs. L'accès égal pour tous les jeunes aux études primaires et secondaires sur l'ensemble du territoire est remis en cause.

Mais pourquoi cette hargne particulière? Précisément, parce que c'est dans le secteur de l'enseignement que Sarkozy et son gouvernement sont aujourd'hui en difficulté. Il faut quand même le souligner, car je ne l'ai pas entendu à ce BDFN : la « réforme de l'évaluation » dont les décrets de mise en œuvre devaient être publiés dès le 1er janvier, a dû être reportée. C'est le résultat du front unique des organisations syndicales qui s'est constitué sur le mot d'ordre de retrait. C'est aussi la conséquence du refus, affirmé par les syndicats et en particulier par la FSU, de discuter du projet de contre-réforme. La preuve est faite : quand les organisations syndicales unies rompent le dialogue avec le gouvernement, ce dernier se trouve en difficulté. Il faut se féliciter sans équivoque de cette position adoptée par la fédération.

Alors, maintenant, comment faire pour donner un coup d'arrêt à l'offensive de Sarkozy ? Il faut, pour commencer, que la FSU et ses syndicats fassent connaître à tous les collègues leur refus clair et net de la « concertation » sur le décret évaluation. Il faut qu'elle s'adresse à tous les syndicats de l'enseignement public pour qu'ils en fassent de même.

Mais l'attitude qui est celle de la FSU dans l'enseignement, c'est celle que devraient adopter aujourd'hui les dirigeants des confédérations ouvrières, de la CGT et FO en particulier. Pour mettre en œuvre son offensive, Sarkozy a convoqué ces dirigeants au sommet dit « pour l'emploi » du 18 janvier. Ce à quoi servira cette « concertation » ? Fillon, Wauquiez et Péresse l'ont annoncé dès la rentrée : la « TVA sociale » doit être votée au Parlement dès février. Auparavant, une nouvelle loi contre le droit de grève dans les transports doit être votée dès le 24 janvier. Aller au sommet social dans ces conditions, c'est donner au gouvernement la garantie dont il a besoin pour poursuivre sa politique.

Alors, la responsabilité de la direction de la FSU, loin de demander une petite place à la table de Bertrand, c'est de s'adresser à Thibault et Mailly pour leur dire : n'y allez pas ! Parce qu'aujourd'hui, la seule perspective, c'est la constitution d'un front du refus, un front unique de toutes les organisations ouvrières pour défaire l'offensive de Sarkozy et de son gouvernement.